

## **Déclaration du représentant de la République populaire de Chine**

Actuellement, la pandémie de COVID-19 continue de faire des ravages dans le monde entier, et les enjeux planétaires liés à la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire et aux changements climatiques sont interconnectés. Le relèvement économique mondial est fragile et inégal et les efforts mondiaux de réduction de la pauvreté ont pris du retard. Dans de telles circonstances, le Fonds international de développement agricole (FIDA), en tant qu'organisme spécialisé des Nations Unies chargé d'éradiquer la pauvreté, se doit de rester attaché à sa mission, de tirer le meilleur parti de ses avantages comparatifs, d'aider ses États membres à éliminer la faim et la pauvreté et de contribuer dans une plus large mesure au développement agricole et à la réduction de la pauvreté rurale dans le monde. Je souhaite, à cet égard, présenter trois suggestions.

La première serait de faire véritablement œuvre de multilatéralisme et de relever les défis mondiaux de manière concertée. Le FIDA doit défendre le multilatéralisme, fédérer l'ensemble de ses États membres et œuvrer sans relâche pour préserver l'esprit de la Charte des Nations Unies. Tout en exploitant la coopération Nord-Sud comme le circuit principal d'acheminement de l'aide au développement, le FIDA doit également faciliter la coopération Sud-Sud et triangulaire de façon à renforcer la capacité de ses États membres en développement à répondre aux enjeux mondiaux tels que la sécurité alimentaire, les changements climatiques et la biodiversité.

La deuxième suggestion est de défendre le principe de l'universalité et d'accroître la coopération avec tous les États membres. Le FIDA doit continuer d'augmenter son soutien aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure afin de renforcer leur capacité à être le moteur de leur propre développement. Dans le même temps, le FIDA doit poursuivre sa coopération générale avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, notamment dans le domaine financier, car il pourrait ainsi enrichir sa conception du développement, consolider sa viabilité financière et préserver son excellente note de crédit. Il viendrait ainsi mieux en aide aux pays les plus pauvres et aux populations défavorisées de tous ses États membres en développement.

La troisième suggestion est d'élargir les circuits de financement et de promouvoir des réformes institutionnelles afin d'agir encore plus et de manière encore plus avisée. Pour doubler son impact d'ici à 2030, le FIDA doit continuer de s'appuyer sur les reconstitutions des ressources, d'innover en matière d'instruments financiers et d'explorer de façon proactive les possibilités d'emprunt sur les marchés de façon à mobiliser davantage de ressources en faveur du développement. Il devra également poursuivre ses réformes, y compris la décentralisation, et renforcer ses capacités institutionnelles afin d'établir des fondations solides pour l'expansion de son action à long terme.

Mesdames et Messieurs,

L'élimination de la pauvreté et le développement sont des aspirations communes de l'humanité. En septembre dernier, le Président chinois, Xi Jinping, a proposé l'Initiative de développement mondial au cours du débat général de la soixante-seizième session de

l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette initiative est tout à fait complémentaire avec le mandat du FIDA, à savoir la transformation de l'agriculture, des économies rurales et des systèmes alimentaires. La Chine espère que le FIDA saura y prendre une part active, promouvoir la coopération internationale pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire et traduire le consensus sur le développement en mesures concrètes. En sa qualité d'emprunteuse, d'actionnaire, de donatrice et de contributrice expérimentée du FIDA soutenant le développement, la Chine se félicite que le Fonds ait envisagé d'un œil favorable le déplacement de son bureau régional pour l'Asie et le Pacifique à Beijing, et elle continuera d'aider le FIDA à agir encore plus et de manière encore plus avisée en versant de nouvelles contributions en faveur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.